

**P.S.U.**

**PARTISAN**

Bulletin d'Informations des  
Etudiants de Clermont-Ferrand  
Du Parti Socialiste Unifié  
Vendredi 17 mai.

# LA SITUATION UNIVERSITAIRE

---

## PRESENTATION .-

---

Pourquoi une telle publication ?

Parce qu'il nous faut être sûrs que nous ne perdons pas aujourd'hui notre temps dans les luttes que nous menons. Pour cela, il faut que l'ensemble des problèmes soit examiné.

Nous ne prétendons pas soulever tous les problèmes, en-  
core moins apporter des solutions toutes prêtes, des solutions figées. Aujourd'hui, ce qui compte c'est le mouvement universitaire, ce n'est pas le PSU, nous espérons cependant par cette plaquette proposer quelques éléments de réflexion. Cette plaquette n'est qu'un point de départ.

Il est temps que l'on comprenne que la réflexion politique n'est pas l'affaire des "politiciens" retirés dans leurs salles de réunion, mais l'affaire de la masse. Il est temps que l'on comprenne que la réflexion politique n'a de valeur qu'autant qu'elle est liée à une pratique, à un mouvement en dynamique. Notre rôle est d'aider à donner un sens réel au vécu, à la pratique, à resituer cette pratique dans la totalité politique. Notre rôle d'organisation politique est de donner un sens aux problèmes vécus par tous.

Mais c'est à nous tous de rechercher la réalité objective de la situation actuelle, dans un mouvement où la diversité doit être la garantie de la continuation du processus qui se développe derrière une action commune (Mouvement du 22 mars, Etudiants Socialistes Unifiés et vous tous avec l'U.N.E.F. et le S.N.E. sup. et l'ensemble des enseignants).

Que le dialogue dans l'action continue

Nous envisagerons successivement :

- la situation actuelle de l'Université
- la stratégie politique à l'Université.

## I - SITUATION ACTUELLE DE L'UNIVERSITE -

---

- Quel enseignement
- Comment est-il dispensé ?
- Enseignement pour qui ? Comment se fait la sélection ?
- A quoi servira cet enseignement = devenir professionnel

### 1.- Quel enseignement

Transmission d'un acquis : le professeur titulaire de connaissances les donne comme absolues et inaltérables.

Ces connaissances sont susceptibles de mutations, de bouleversements de plus en plus rapides. L'étudiant qui les a reçues pourra-t-il rester maître de celles-ci lors de bouleversements s'il n'a pas été préparé à avoir une attitude plus active que passive ou bien sera-t-il contraint au chômage à 30 ou 40 ans car sa formation ne lui permettrait plus de répondre aux problèmes présents. Or, la relation pédagogique entre étudiant et professeur permet-elle une telle formation d'étudiants aptes à suivre l'évolution scientifique et aptes à la favoriser. C'est le problème de la pédagogie à l'Université.

### 2.- Les relations pédagogiques

Pour cela, il faut voir :

- la formation des enseignants
- le statut étudiant
- les relations pédagogiques.

#### a) - les enseignants -

Aujourd'hui, le rôle social des enseignants est considéré comme marginal. En effet, la place des enseignants dans la nation dépend étroitement du type de société, du type d'économie qu'on souhaite établir.

Dans une économie fondée sur le profit capitaliste, les enseignants ne peuvent être que des "adjoints techniques" d'un mécanisme de sélection à base sociale, pour assurer un certain type de développement. Tel est le rôle que joue le Gouvernement actuel quand il limite la durée de leur formation (licence courte) et les moyens de l'assurer.

Revendiquer une meilleure formation des maîtres, c'est appeler un autre système économique qui fonde le développement sur la réponse aux aspirations collectives, c'est donc déjà faire un choix politique.

Pour le P. S.U., les choix sont les suivants :

. L'éducation permanente suppose la formation permanente des enseignants :

Dans une société <en> mutation constante, la formation des enseignants ne peut être donnée une fois pour toutes. Il faut confronter les leçons de l'expérience, aux résultats de la recherche (recherches pédagogiques comme les autres).

. harmoniser les formations :

Harmoniser le contenu des formations données aux enseignants du primaire, des C.E.G., du secondaire classique, moderne ou technique. Cette formation devrait être plus méthodique qu'encyclopédique.

. une formation homogène

Peut-on admettre une formation inférieure pour ceux qui s'adressent à un âge inférieur, âge qui commande tout l'avenir scolaire. Il faut un tronc commun des formations.

Cette formation doit se faire pour tous dans l'enseignement supérieur. Elle doit être d'une durée suffisante pour permettre d'acquérir des habitudes de travail, de découverte et d'exercice de la connaissance. Il s'agit moins de développer des connaissances que de maîtriser des aptitudes et des méthodes qui requièrent une formation toute autre que celle que fournit l'enseignement supérieur actuel.

De plus, posons le problème du recrutement des enseignants. Il faut garantir l'accès à cette fonction, des milieux ouvriers et paysans (cf. ci-dessous : sélection et démocratie).

Enfin, l'enseignement est un métier qui, comme tout métier, suppose un apprentissage professionnel où la pratique s'unit à la théorie car la pédagogie demande un lien étroit entre l'expérience et les connaissances.

L'enseignement devrait permettre à chacun de se situer culturellement, économiquement, socialement par rapport aux autres et à la société toute entière. Et pour cela, dans la société à venir, tout reposera de plus en plus sur la connaissance comme moyen de comprendre, de maîtriser, d'organiser le changement et le progrès. A ce titre, les enseignants sont des agents objectifs de l'évolution vers le socialisme.

Avant d'envisager les rapports entre les enseignants et les étudiants, nous nous tournerons vers l'étudiant.

b- L' E T U D I A N T -  
-----

Dans notre société, dans notre université, l'étudiant est un enfant qu'il s'agit de faire passer dans un moule qui doit l'adapter à la société. L'adulte travaille dans une société capitaliste, l'étudiant apprend à l'université les règles du jeu de cette société.

Il n'est pas surprenant alors que l'étudiant soit maintenu dans la passivité, l'irresponsabilité.

Quelle est la place de l'étudiant dans la société ?

Il n'a aucun statut social, il est considéré comme n'ayant pas d'utilité sociale. L'étudiant se situe socialement non par sa créativité, son utilité sociale, mais comme l'enfant de ses parents. C'est pourquoi nous disons que seule une allocation d'étude sur critères universitaires peut permettre un tel changement.

Pourquoi une allocation d'études sur critères universitaires

- Utilité sociale du travail étudiant :

Remarquons en passant : le travail universitaire est-il ou non le résultat de la créativité spontanée de l'étudiant.

De toute façon, le travail étudiant a une utilité sociale. Il contribue à l'élaboration d'un potentiel intellectuel, un des principaux facteurs de production. C'est pourquoi nous estimons que l'étudiant doit être considéré de par son utilité sociale, de par son rôle d'étudiant et non de par ses parents.

Nous pensons que proposer une allocation d'études sur critères sociaux (projets de bourses améliorées de la F.N.E.F. et de l'U.E.C.) c'est ignorer la place de l'étudiant dans la

société, c'est continuer à le traiter en mineur (dépendant de sa famille) et non à le traiter en tant qu'étudiant. C'est croire que les problèmes sont uniquement quantitatifs et matériels et non en plus qualitatifs et sociologiques (nous retrouverons les mêmes problèmes en abordant la démocratisation de l'enseignement).

Ceci a plusieurs conséquences :

1 - L'étudiant est maintenu dans un état d'"adolescence prolongée" terme employé par les psychologues pour expliquer les troubles psychologiques en milieu étudiant.

2 - favorise l'individualisme.

3 - L'étudiant est considéré comme irresponsable dans sa vie, dans la détermination de son travail. Ceci renforce le fait que l'étudiant n'a aucun pouvoir sur l'université, qu'il est un être passif à qui on demande de réciter un cours, sans discussion, face au MAITRE intouchable. (problème des examens). Pourquoi ne pas élire le doyen par exemple.

Nous abordons alors le problème des relations pédagogiques entre enseignants et enseignés.

#### c) - RELATIONS PEDAGOGIQUES -

---

Relations de supérieurs à inférieurs, de savant à ignare, de juge à jugé (sans recours), de "maître" à robot. (Ce robot s'intégrera parfaitement dans une société qu'il ne songera pas à contester), dans une société où il travaillera non par créativité spontanée mais pour une économie de profit, comme valeur suprême et but ultime de la société).

Nous ne décrivons pas ces relations de professeurs à étudiants, relations que vous connaissez parfaitement. De plus, ce sont des relations entre un type de culture transmise (celui de la classe dominant l'économie) et des étudiants qu'il s'agit d'intégrer à cette culture. Mais nous posons alors le problème de la démocratisation de l'Université.

#### 3 - ENSEIGNEMENT POUR QUI ? SELECTION ?

---

##### a) - La démocratisation de l'université -

Nous savons tous que le problème de la démocratie à l'Université est lié à la capacité de cette dernière à recevoir un

nombre plus ou moins grand d'étudiants. La démocratisation de l'Université pose donc le problème des locaux, du nombre d'enseignants. Ce sont des problèmes budgétaires (force de frappe ou Education Nationale), donc des problèmes quantitatifs. Mais la démocratisation de l'Université dépend tout autant d'autres problèmes plus qualitatifs que certains "révolutionnaires" ignorent ou relèguent en second plan. En effet, ces derniers sont partisans d'un passage au socialisme en deux étapes :

- d'abord rétablissement de la démocratie (lutte contre le pouvoir personnel),
- puis passage au socialisme (lutte contre le capitalisme comme si on pouvait dissocier le pouvoir personnel gaulliste du pouvoir néo-capitaliste (cf. communiqué du P.C.F. des 16-17 mai)).

Ainsi, pensent-ils qu'au sein de l'Université on peut d'abord réaliser la démocratie puis le socialisme, c'est-à-dire une démocratie constitutionnelle puis une démocratie socialiste.

Or, pour nous, une véritable démocratie est une démocratie socialiste. Comment parler de démocratie dans un pays capitaliste, sinon en parlant de démocratie socio-économique (car est-ce la démocratie que de laisser le libre choix à des individus conditionnés et aliénés par une société de consommation de masse qui enferme les individus dans des modèles de consommation et de pensée ... ?)

Ainsi parler de la démocratie à l'Université c'est voir les barrages sociologiques qui peuvent exister :

. L'origine sociale des étudiants -

Il ne suffit pas de donner une bourse d'enseignement aux fils d'ouvriers et de paysans. Tant que l'Université sera aux mains du néo-capitalisme, de la classe dominante de ce régime, tant que les ouvriers et paysans n'auront pas de pouvoir de gestion de direction de l'économie (selon les aspirations collectives) l'Université sera au service de ceux qui contrôlent aujourd'hui l'appareil de production.

Le Gouvernement avoue 7 % seulement d'étudiants sont d'origine ouvrière.

Ceci implique que les méthodes, le langage employés dans cette université sont ceux de la classe dominante. Par exemple, les fils de paysans sont handicapés dans leurs études parce qu'ils n'ont pas la même facilité de langage, parce qu'ils n'ont pas les mêmes façons de penser que celles de l'Université de la classe dirigeante. Il y a là un barrage à la démocratisation de

l'université qu'on ne peut ignorer et qui ne sera résolu que par la direction de l'économie, par les travailleurs eux-mêmes. Là aussi, un choix politique s'impose.

b) - Non seulement, tous n'ont pas la même chance au sein de l'université, mais en plus on pratique une sélection :

- l'examen : c'est l'instrument de barrage, de sélection. Le Gouvernement se plaint d'avoir trop d'étudiants en faculté et pas assez de techniciens (nous parlerons de cette question dans la partie qui suit). On utilise alors l'examen pour "régulariser le flux universitaire" (pour chasser sans métier la majorité des étudiants), pour restreindre l'accès à l'enseignement supérieur (projet de sélection à l'entrée des facultés). On ne dit pas que ces étudiants ne feraient pas de bons étudiants, mais qu'il y en a trop. Certes, il y en a trop, par rapport aux débouchés offerts par l'économie capitaliste (cf. ci-dessous - le devenir professionnel).

Comme le pouvoir actuel ne peut et ne veut toucher au capitalisme, on touche aux étudiants, on rejette tout ce que l'économie capitaliste ne veut pas. C'est le rôle essentiel de l'examen : LE GACHIS

L'examen, instrument de la sélection, est aussi le moyen d'aliéner les étudiants en subordonnant leurs activités universitaires non pas à l'acquisition d'un esprit scientifique et critique et à une compréhension de tous les aspects de la matière enseignée (jugé inutile et dangereux par la société actuelle) mais à l'accomplissement réussi d'une cérémonie formelle.

Lorsqu'il est proposé d'agir sur les examens, c'est parce que l'examen est l'obstacle principal à tout changement radical de l'enseignement. Certains croient qu'on ne veut faire ici qu'un travail destructif, de sabotage. Non, il s'agit de construire, de construire un système d'enseignement adopté aux besoins des étudiants. Etre négatif, c'est accepter un système d'examen qui ne signifie plus rien.

- à quoi sert de prétendre développer un enseignement actif si l'examen ne porte, lui, que sur les cours magistraux ?

- à quoi sert-il de mettre en place des structures de travail collectif pour les étudiants s'il ne leur en est jamais tenu de compte ?

- à quoi sert de changer le contenu de l'enseignement (surtout dans les travaux dirigés) si l'examen consiste à ressortir les platitudes habituelles du cours ?

C'est pourquoi nous soutenons la proposition "transitoire" d'un autre type d'examen (il n'y a rien de destructif à proposer quelque chose, un changement).

Construire, n'est-ce pas cela ?

C'est-à-dire un examen :

- se passant avec les livres et les cours : n'est-ce pas préférable à l'examen qui sanctionne l'acquisition de connaissances, de schémas de pensée. L'esprit scientifique et critique nous semble bien plus important.

- un examen qui soit une discussion et non un hâchoir au service de la classe dominante.

- un examen lié aux méthodes et au contenu de l'enseignement.

- un examen où les étudiants travaillent en équipe comme ils le feront où devraient le faire plus tard dans la société.

Mais il faut maintenant situer l'étudiant devant le problème du débouché des études ?

Quel est le devenir professionnel des étudiants en fonction de ce qu'est l'université et de ce qu'est l'appareil de production ?

#### 4 ) LE DEVENIR PROFESSIONNEL : A QUOI SERT L'ENSEIGNEMENT ?

---

L'Université sert-elle à former des chômeurs et des robots intégrés dans la société.

Bon nombre d'étudiants savent qu'il leur sera très difficile de trouver en sortant de l'université un emploi. Ont-ils préparé une licence pour être chômeurs. Tous les étudiants s'interrogent sur leur avenir, heureux sont ceux qui trouveront un débouché dans l'enseignement, seule issue pour certaines disciplines.

Dans les facultés des sciences, une licence est de plus en plus insuffisante pour obtenir un emploi. En Droit, les économistes sont particulièrement touchés. En Lettres, le phénomène est presque général. Peut-on dire pour autant que ces disciplines sont inutiles, n'y a-t-il pas d'autres raisons à ce problème qui se pose à la majeure partie des étudiants. Certes, ces disciplines sont utiles mais non pour le capitalisme qu'elles remettent en question.

La formation assurée répond-elle aux nécessités de l'activité professionnelle.

Prépare-t-on au travail en équipe ?

Permet-on une assimilation de l'évolution des mutations techniques, une maîtrise permanente des connaissances en mouvement ? La formation est donnée une fois pour toutes, que deviendra l'individu dans 5 - 10 - 15 ans quand cette formation sera dépassée ? Subira-t-il le chômage que l'on connaît déjà aujourd'hui dans les cadres des 40 ans ?

Le problème se pose d'autant plus gravement que le Gouvernement dans sa politique de planification de l'Université (cf. ci-dessous) recherche des techniciens ayant une formation spécialisée à côté d'une élite possédant la culture générale.

Cette formation partielle, spécialisée, ne permet pas une maîtrise des connaissances et, par là même, ne permet pas de suivre l'évolution technique (tout en bloquant la recherche fondamentale sans laquelle la recherche appliquée piétine). Il faut donc que dès maintenant nous voyons le sens de réformes telle que la création d'I.U.T. (usines à techniciens).

. La politique gouvernementale de planification de l'Université.

Nous sommes, à l'heure actuelle, dans une université à cheval sur deux époques du capitalisme : l'université libérale et l'université néo-capitaliste.

- l'université libérale - Université encore vivante que le Gouvernement cherche à modifier. C'est l'université de la culture générale, université réservée à une élite qui reçoit (dans les conditions vues ci-dessus) des notions d'ordre général complètement coupées du vécu, du réel.

Il s'agit de transmettre des valeurs (indispensables au maintien du système) et d'initier une élite aux secrets de la classe dirigeante. Mais, aujourd'hui, le gouvernement qui s'efforce de rendre cohérent le néo-capitalisme et, pour cela, d'adapter l'université aux besoins actuels de l'appareil de production, s'aperçoit que l'université est un des pôles de la vie économique.

Faisons confiance au Gouvernement pour adapter cette université aux besoins de l'économie de profit. Ainsi, on s'aperçoit que la vieille "culture générale" n'est d'aucune utilité pour l'appareil de production.

D'aucune utilité ? Non. Elle sera celle d'une petite minorité chargée de maintenir les valeurs établies. Il est bien

évident qu'il est préférable que cette minorité fasse partie de la classe dirigeante.

Quant à la majorité, pour le moment on lui barre la route par les examens.

L'appareil de production néo-capitaliste a besoin de techniciens en nombre suffisant pour ne pas les payer trop cher.

On commence d'orienter les étudiants vers les Instituts Universitaires de Technologie (I.U.T.) où on formera de plus en plus des techniciens spécialisés avec des personnes aptes à acquérir une formation théorique générale (dont l'économie de profit n'a pas besoin pour l'immédiat).

C'est cela la planification de l'Université dont nous parle le Gouvernement : c'est l'adaptation de la vieille université qui s'écroule à l'économie moderne du néo-capitalisme tout en laissant à l'université jouer son rôle d'intégration des jeunes dans une société qu'ils ne désirent pas spontanément.

Ce n'est pas en se battant contre la vieille université bourgeoise qu'on gênera le pouvoir actuel car lui aussi il veut la rénover.

Ce qu'il faut, c'est montrer que ce n'est pas cette université rénovée, adaptée au profit capitaliste, que nous voulons, mais une autre université, impliquant une autre société (ni capitaliste, ni stalinienne). Nous avons vu que tous les problèmes universitaires avaient des implications politiques. Si la racine du mal est politique, ce n'est pas en ignorant le politique que nous résorberons ce mal. Etre efficace, c'est s'attaquer aux racines du mal, même si c'est plus difficile de rassembler les masses sur le fond (politique) des problèmes.

Mais c'est cela où l'inefficacité et les événements d'aujourd'hui ont montré aux partis traditionnels que lorsqu'il y a une situation objective de crise, la masse est potentiellement révolutionnaire et qu'il n'est pas utile de remettre aux calendes grecques le socialisme.

Ce n'est pas non plus croire que tout est arrivé, que tout peut être changé immédiatement ; il y a un grand pas pour la masse entre se battre contre la répression policière, contre la situation actuelle, et se battre pour un nouveau type de société.

Ceci est bien différent de se battre uniquement contre l'Université libérale, ce qui paralyserait le mouvement étudiant si le néo-capitalisme secrétait une nouvelle université devant laquelle les étudiants ne seraient pas armés parce que n'ayant pas suffisamment jugé la situation actuelle et ses possibilités d'évolution.

---

Nous abordons ici notre deuxième partie :

LA STRATÉGIE POLITIQUE À L'UNIVERSITÉ

---

## II - STRATEGIE POLITIQUE A L'UNIVERSITE - =====

Nous avons vu que toute action pour être efficace et valable, doit avoir une dimension politique.

### A - LE POLITIQUE -

Nous sommes tous d'accord pour reconnaître l'importance du politique, la condition de chaque individu en dépend. Le politique est la globalisation du concret de la créativité humaine dans son contexte social.

Mais nous assistons un phénomène important : la parcellisation du réel, c'est-à-dire que nous assistons à une rupture entre les différents éléments composant, dans leur dynamique, la totalité signifiante : stratégie - tactique ; mouvement - but ; politique - social - culturel ; citoyen producteur - consommateur. Chacun des moments s'autonomise, ne rend plus compte du projet global. Ce phénomène joue particulièrement sur deux plans qu'il nous semble intéressant d'étudier maintenant :

- Syndicat et politique,
- Théorie et pratique : efficacité de l'action.

#### 1 - Syndicat (ou tout autre mouvement social et politique) :

Ainsi, actuellement isolé, chacun des aspects de la vie militante se voit dévié de l'horizon grâce auquel il prend un sens, voire devient à lui-même son propre but. La pratique se réduit à un morcellement d'activités spécialisées : la "politique", champ d'action du politicien (vis-à-vis duquel personne ne se sent plus concerné). Ainsi la pratique politique se sclérose car coupée de la pratique sociale, tout en se rendant incapable d'établir un lien dialectique entre le parti et les masses (parcellisation du réel). En même temps le mouvement syndical se trouve isolé et ne peut se resituer dans la totalité signifiante.

On est donc en présence de deux domaines perçus comme distincts :

- . le domaine politique (affaire des politiciens véreux),
- . le domaine syndical (affaire des autres).

Pourtant, comme le montre la situation universitaire, le réel est le réel et on ne peut diviser un problème réel entre un problème syndical et un problème politique, l'un indépendant de l'autre.

Nous savons que les racines du mal sont politiques. Lorsque le mouvement syndical intervient, il ne peut le faire qu'au niveau politique, sinon il ne s'attaquera qu'aux effets (cf. ci-dessous le réformisme) en laissant les racines politiques secréter de nouvelles situations de crise.

Si le mouvement syndical doit avoir sa propre dimension politique et situer les problèmes à leur vrai niveau, il ne doit pas pour autant être inféodé à un parti politique. Il doit avoir son autonomie politique et pouvoir discuter sur le plan politique d'égal à égal avec les partis. Un des faits positifs de ces derniers jours a été le refus par le mouvement étudiant de se laisser récupérer par les partis politiques. Nous ne sommes pas contre les partis politiques (propagande gaulliste), nous en sommes un, mais nous <ne> souhaitons que sa vraie dimension sans qu'on vienne lui dicter sa voie. Ceci n'exclut pas un dialogue permanent entre syndicats et partis, dialogue indispensable. Mais un dialogue suppose deux interlocuteurs ; il ne peut donc se faire que si le mouvement syndical a son autonomie politique (dans une diversité positive).

C'est pourquoi nous contestons ceux qui disent que le mouvement syndical doit être apolitique (différent apartisan - Cf. ci-dessus) et que les problèmes ayant une prolongation politique, le "parti" doit prendre le "relais" du syndicalisme. Cette conception dite de "la courroie de transmission" fait justement dépendre le syndicalisme des partis politiques. L'exemple de certains mouvements de masse" montre suffisamment comment ces mouvements dépendent étroitement d'un parti politique pour essayer d'atteindre une certaine efficacité.

## 2 - Théorie et pratique

De même qu'il y a un danger de dissociation entre syndicalisme et politique, la pratique politique tend de plus en plus à se couper de la théorie politique. Ce désarmement idéologique qui est au coeur de la crise du mouvement ouvrier d'Europe occidentale est avant tout la conséquence de cette distanciation de la théorie d'avec la pratique qui finit par réduire la première à un magma de justifications à postériori. C'est également le problème de l'Europe de l'Est. Les mots, même ceux à prétention de concepts, sont insuffisants : véritable érosion du langage se rapportant de moins en moins à un signifié... Nous pensons que les revendications partielles de tous les jours doivent être liées à la contestation idéologique, à la contestation globale du néo-capitalisme.

Il n'est pas étonnant que, dans les conditions présentes, la jeunesse se tourne vers d'autres lieux : Cuba ou la Chine, et vive par procuration.

## 3 - Efficacité de l'action et mouvement de masse :

Nous venons de remarquer que l'efficacité de l'action sociale dépendait de sa liaison entre le vécu, la pratique et la théorie. Mais il est bien évident qu'une action possédant tous les critères d'efficacité en fonction de la situation objective, ne sera vraiment efficace que si elle est à même de créer une modification historique. Et pour cela, il faut pouvoir créer un certain rapport de force. On ne peut donc se passer de la "masse". <Blanc et phrase incomplète dans le texte original>

C'est/le mouvement syndical ou autre trouve par lui-même

certainement un des problèmes les plus délicats de notre époque.

Au XIXe siècle, la population battait pour manger, pour vivre. Elle se battait pour sa survie. Sa prise de conscience n'était pas nécessaire. La volonté révolutionnaire était spontanée. Tout en refusant les effets mortels d'un système, on refusait le régime en place sans chercher les fondements de ces méfaits. Les problèmes étaient plus quantitatifs que qualitatifs.

Aujourd'hui, dans nos sociétés occidentales, les problèmes sont beaucoup plus qualitatifs (certes, il ne faut pas ignorer la petite fraction de la population pour qui le pain quotidien est encore le souci principal). En effet la population ne voit pas spontanément la nécessité d'opérer un changement fondamental (égal une révolution) de la société. Cette société apparaît le plus souvent tolérable, ceci d'autant mieux que l'Etat représentant du pouvoir économique a pour but d'intégrer la population dans la logique du système en place (en ce sens l'Université actuelle joue un rôle important à cette fin), intégration d'autant plus nécessaire que devant une production de masse (celle qui rapporte le plus) ; il faut conditionner la population dans des besoins de masse.

Ainsi, la nécessité d'une révolution, d'un changement fondamental suppose aujourd'hui/la réalité objective des situations de crise qu'on ne relie plus (la masse comme les partis traditionnels) à la totalité signifiante (Cf. parcellisation du réel ci-dessus) au domaine idéologique.

Devant cette situation, le choix stratégique est (schématiquement) le suivant : doit-on poser les problèmes suivant la façon dont ils sont immédiatement perçus pour être sûr d'avoir toute la masse avec soi ? Ou bien doit-on poser les problèmes dans leur contexte objectif, quitte à n'être au départ qu'une minorité agissante et doit-on aider la masse à découvrir elle-même, par la prise en charge de ses problèmes la signification réelle de ces mêmes problèmes ?

a) Dans le premier cas : pour être sûr d'avoir la masse avec soi, on la suit. C'est ce que nous appelons le "suivisme". Or, la masse est conditionnée, elle ne perçoit pas les implications politiques de tous les problèmes, elle ne perçoit pas ce qui l'aliène au système en place. Aussi l'organe d'intervention ne prendra l'initiative d'une action que pour des revendications immédiatement perçues et purement quantitatives (et non révolutionnaires) ou bien il attendra pour intervenir qu'un mouvement de masse se crée par lui-même derrière des problèmes réels (le Parti Communiste Français a eu ces jours-ci l'attitude que vous connaissez bien, même chose pour la guerre d'Algérie et pour la guerre du Viet-Nam). Ceci est accentué par le désarmement idéologique de ces partis qui ne peuvent plus resignifier le vécu de la population dépolitisée. Aussi ces partis sont réformistes dans le sens où ils s'attaquent à quelques imperfections d'un système en place, à ses conséquences néfastes dans le sens où ils ne font que résoudre partiellement ces <Blanc et phrase incomplète dans le texte original>

/la prise de conscience par la population de

problèmes au jour le jour, isolément, sans déterminer un lien de causalité entre eux et les fondements du système. Ce n'est alors que du replatrage, et par là on ne fait que consolider, rendre plus tolérable (en apparence) le système en place tout en maintenant les fondements néfastes. Il n'est pas étonnant que le Parti Communiste Français ne pose comme objectif immédiat (communiqué du P.C.F. du 16-17 mai) que la suppression du pouvoir gaulliste et l'installation de la démocratie. Pour nous le problème est celui du socialisme (De Gaulle représente plus que le pouvoir personnel, il représente le néo-capitalisme).

Il nous faut maintenant préciser qu'il ne s'agit pas de rejeter le P.C. F. (méthodes qui sont les siennes) mais de voir en lui un parti de la classe ouvrière, parti que nous espérons voir un jour jouer son rôle, le rôle qu'il peut jouer. Si nous en parlons c'est que nous regrettons de voir un parti si fort (potentiellement) réduit l'attention.

b) Dans le deuxième cas : nous pensons quant à nous (tout comme le "mouvement du 22 mars") qu'il est nécessaire de s'attaquer aux racines politiques du mal. C'est derrière cet objectif primordial que nous devons ensuite développer un mouvement de masse. Il s'agit de partir des problèmes actuels effectivement perçus par la population pour arriver une contestation d'ensemble de la société. Il s'agit donc de partir des causes objectives tout en faisant confiance aux masses : deux points que nous reprenons successivement :

- Partir des causes objectives : Cette question est d'importance car seuls des idéalistes pourraient envisager le renversement du capitalisme dans une situation sans crise économique, sociale ou politique d'aucune sorte. Ce renversement résulterait dès lors d'une simple prise de conscience de la majorité de la population laborieuse (ou d'un putsch ). Ce serait retomber dans le socialisme utopique.

Pour nous, il est clair que la question du renversement du régime capitaliste, de la conquête du pouvoir ne peut être posée qu'au départ de causes objectives permettant la mobilisation de larges masses et des situations de rupture bouleversant l'équilibre des forces sociales au sein de la société. C'est cela que nous appelons des "situations de crise". Mais ces situations ne s'identifient nullement avec des crises catastrophiques.

Ces situations de crises existent en permanence ; il n'est pas utile d'attendre la grave crise économique ou politique ni l'évènement extérieur qui provoquera la chute du régime, ni utile de miser avec plus ou moins de volontarisme sur de telles situations.

- Faire confiance aux masses : il faut faire confiance aux masses, s'appuyer sur elles, oser les mobiliser sans réserves. Certes au début sommes-nous alors une "simple minorité agissante" (langage de la droite et du P.C.F.) mais tous les mouvements historiques réels ne partent-ils pas d'une minorité agissante. Le problème essentiel de la construction du socialisme est de faire en sorte que la créativité spontanée des masses débouche sur des objectifs cohérents et rationnels : planification et auto-gestion

autonomie de la jeunesse, libération sexuelle, apprentissage scientifique et participation des élèves à l'enseignement, dépérissement de l'état et gestion rationnelle de l'économie...

Il faut partir des problèmes qui sont les plus proches de chaque individu. Et faisons confiance à la population pour voir le sens de ces problèmes lorsqu'elle les prend en charge.

Ce n'est pas par hasard si les jeunes se sentent si peu concernés par la gauche.

Nous ne pensons pas non plus que le grand soir est arrivé. Quelle peut être alors la conséquence du mouvement actuel. Peut-on espérer une Université de type socialiste dans une société capitaliste ?

### UNIVERSITE SOCIALISTE ET SOCIETE

Est-il possible de faire fonctionner une économie "à la fois" d'après le critère de l'intérêt de la collectivité et d'après le critère de l'intérêt privé des grands capitalistes. Aucune conciliation n'est possible entre ces deux critères, lorsque les options économiques fondamentales sont en jeu.

Ainsi le néo-capitalisme peut-il accepter de voir en son sein une université se reformer dans un sens socialiste. De plus, n'y a-t-il pas un risque de servir simplement de force d'appoint des couches néo-capitalistes, engagées dans un combat contre des couches capitalistes plus conservatrices dont les intérêts sont mieux servis par les structures existantes. Signalons un fait positif : la relative autonomie (pour le moment) de l'Université par rapport à l'économie.

Il faut noter cependant que ces réformes qui sont en fait incompatibles avec un fonctionnement normal d'une économie capitaliste quelconque, ouvrent une période de dualité de pouvoir. C'est ce fait qui est positif, mais cette dualité ne conduira à notre victoire que si l'on parvient, au terme de notre action, à faire sauter le cran que constitue le contrôle de l'appareil de production par la classe capitaliste. Sinon cette dualité de pouvoir débouchera soit sur une défaite du mouvement étudiant et ouvrier (ces "réformes" seront abolies) soit sur une intégration de ces réformes par le capitalisme qui se renforcera par la même occasion ;

- Défaite : si la dualité de pouvoir ne se traduit qu'à l'Université. Si nous voulons faire sauter le "cran" dont nous parlons ci-dessus, il faut que ce soit l'ensemble des travailleurs qui agissent pour cela. Sinon le pouvoir capitaliste refusera cette réforme et pourra même faire appel (comme Pompidou dans sa déclaration télévisée du 16 mai dernier au soir) au reste de la population pour rétablir l'ordre social compromis par les "provocateurs" universitaires. "On ne veut pas se servir de l'Université pour obliger le reste de la population à nous suivre mais mettre au jour les racines du mal de l'ensemble de la société".

- Intégration : devant l' inadéquation de l'Université actuelle aux intérêts capitalistes eux-mêmes, une réforme est nécessaire y compris pour le pouvoir en place. Si la masse ne donne pas un sens précis à ses luttes, celles-ci pourront servir à consolider le système capitaliste, sans résoudre les problèmes fondamentaux inhérents à ce système.

C'est pourquoi nous voulons, tous aujourd'hui, plus qu'une amnistie. Nous voulons plus que revenir à la situation précédente. Nous l'aurons si le processus actuel continue à se développer. Tous soyons vigilants.

Nous faisons appel à tous pour nous faire part de leurs critiques et réflexions : ce sera pour nous la meilleure façon d'avancer, d'avancer dans une voie qui corresponde aux désirs des étudiants.

---